



L'État profond états-unien

Par [Prof Peter Dale Scott](#)

Mondialisation.ca, 07 mai 2015

voltaire.net.org

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire, société et culture](#), [Services de renseignements](#)

Depuis les événements du 11 septembre 2001, nous avons souvent alerté nos lecteurs sur l'existence d'un « État profond » aux États-Unis, indépendant de la Maison-Blanche et, parfois, capable de lui imposer sa volonté. Cette notion est, selon nous, indispensable à la compréhension de la politique états-unienne. Cependant, si l'existence de cet « État profond » est officiellement reconnue par la Maison-Blanche, elle en conteste l'indépendance. Le professeur Peter Dale Scott —qui l'étudie depuis plus longtemps encore— a mis en lumière son activité dans quatre événements majeurs. Il y consacre [un livre dont la traduction française paraît cette semaine](#) et cet article qui en reprend certains arguments. (voltaire.net.org)

Depuis un certain temps, j'ai analysé l'Histoire des États-Unis à l'aune de ce que j'ai appelé les « événements profonds structurels » (EPS), tels que l'assassinat du président Kennedy, le cambriolage du Watergate, l'affaire Iran-Contra (Irangate) et le 11-Septembre. Il s'agit d'affaires qui, dès le départ, sont entachées de mystère. Par ailleurs, elles impliquent systématiquement des actes criminels ou violents, et elles sont intégrées dans les processus clandestins des services de renseignement. Enfin, elles ont pour conséquence d'étendre la part secrète de l'État, et elles font ensuite l'objet de dissimulations systématiques dans les médias grand public et dans les archives internes du gouvernement [1].

À mesure que mon étude de ces affaires s'est approfondie, j'ai pu détecter un nombre grandissant de points communs entre elles. Ce constat a renforcé la possibilité qu'elles ne furent pas des intrusions externes et fortuites dans l'Histoire des États-Unis, mais qu'elles découlèrent d'un processus endémique - partageant à divers degrés une source commune [2].

Par exemple, il existe un facteur liant l'assassinat de JFK, le Watergate, l'Irangate et le 11-Septembre. Il s'agit de l'implication, dans les coulisses de ces événements profonds, d'individus ayant participé à la planification de crise la plus secrète et importante des États-Unis. Depuis les années 1950, on la désigne comme le programme de « Continuité du Gouvernement » (COG pour Continuity of Government) - plus communément appelé le « Projet Jugement dernier » au Pentagone. En tant que superviseurs du système confidentiel de la COG, un nombre restreint de ses planificateurs ont pu occuper des postes à hautes responsabilités, comme par exemple Donald Rumsfeld et Dick Cheney. D'autres éléments - dont je vais parler dans cet article - ont opéré à des rangs inférieurs dans le réseau secret de communications de ce programme.

Je perçois ce cercle de planificateurs de la COG comme l'un des nombreux éléments de ce que j'ai choisi d'appeler l'État profond états-unien. En font également partie des agences comme la CIA et la NSA, ainsi que des entreprises privées telles que Booz Allen Hamilton, auxquelles plus de la moitié du budget du Renseignement US est sous-traitée [3]. Cet État profond inclut finalement les puissantes banques et autres multinationales, dont les intérêts et les opinions sont largement représentés au sein de la CIA et de la NSA. Mais bien qu'il soit un élément parmi tant d'autres de ce système de gouvernance occulte, le groupe de planification de la COG est également très spécifique, du fait de sa maîtrise exclusive d'un canal de communications qui n'est pas sous le contrôle du gouvernement. Ce réseau peut pénétrer en profondeur dans la structure sociale des États-Unis, et la manipuler ou la perturber durablement. J'analyse ces questions en détail dans *L'État profond américain*, mon dernier livre publié en mai 2015.

La planification de la COG fut initialement autorisée par les présidents Truman et Eisenhower, en guise de réponse à une attaque atomique dévastatrice qui aurait décapité le gouvernement US. Par conséquent, le groupe chargé de son développement a envisagé des mesures extrêmes, incluant ce que le journaliste Alfonso Chardy appela en 1987 la « suspension de la Constitution » [4]. Et pourtant, dans l'affaire Iran-Contra, son réseau secret de communications —dont l'activation avait été planifiée en cas de décapitation catastrophique de l'État—, a en fait été utilisé pour contourner un embargo officiel sur les ventes d'armes vers l'Iran, qui datait de 1979. L'objet de cet article est d'étudier la possibilité que ce réseau confidentiel ait pu être détourné de façon également malveillante en novembre 1963, lors de l'assassinat du président Kennedy.

Cette utilisation illicite de ce système alternatif de communications durant l'affaire Iran-Contra a été abondamment documentée. Le lieutenant-colonel Oliver North supervisa les ventes d'armes à l'Iran en utilisant ses ressources d'officier du Conseil de Sécurité nationale (NSC) chargé de la planification de la COG, sous la couverture d'un Bureau de Programmation nationale supervisé par le vice-président George Bush père [5]. North et ses supérieurs pouvaient ainsi utiliser le réseau de crise de la COG, alors nommé *Flashboard*, pour organiser les ventes d'armes à l'Iran. Elles devaient être dissimulées au public, ainsi qu'aux autres secteurs de la bureaucratie de Washington. Par conséquent, lorsque North envoyait à l'ambassade US de Lisbonne des instructions urgentes pour ces livraisons d'armes —ordres qui violaient directement l'embargo sur de telles ventes—, il utilisait le système *Flashboard* pour éviter d'alerter l'ambassadeur et d'autres fonctionnaires hostiles.

L'exemple documenté de l'Iran-Contra me permet de clarifier ce que je pense des utilisateurs du réseau de la COG, mais également ce que je ne pense pas à leur sujet. Tout d'abord, je ne pense pas qu'une seule et unique « équipe secrète » —pour reprendre l'expression de l'ancien officier du Pentagone L. Fletcher Prouty—, ait utilisé pendant des décennies le système de la COG pour manipuler de l'extérieur le gouvernement des États-Unis. Il n'existe aucune preuve que les actions de North dans l'affaire Iran-Contra étaient connues de ses supérieurs, à l'exception du directeur de la CIA William Casey et probablement du vice-président George Bush père.

Le fait est que, dans cette affaire, un cercle très restreint de hauts responsables avait accès à un réseau secret de haut niveau en dehors de la supervision gouvernementale, afin de mettre en œuvre un programme en opposition avec la politique officielle de l'État. Ses membres ont cédé à la tentation d'utiliser ce réseau sécurisé, qui avait été conçu pour d'autres objectifs. Dans mon livre *La Route vers le nouveau désordre mondial*, j'ai expliqué que ce système fut à nouveau utilisé le 11-Septembre, afin d'appliquer des ordres cruciaux

au sujet desquels la Commission d'enquête sur ces événements n'a pu trouver aucune archive [6]. Nous ne savons pas si ce dispositif fut alors utilisé pour remplir des objectifs illicites, comme dans le cas de l'affaire Iran-Contra.

Il est certain que le programme du réseau de crise de la COG a survécu au renvoi d'Oliver North par le président Reagan en 1986, dans le sillage de l'Irangate. En effet, son développement secret a continué pendant des décennies ; plusieurs milliards de dollars l'ont financé ; et une équipe incluant Dick Cheney et Donald Rumsfeld l'a supervisé entre 1982 et 2000. Il est important de souligner que la participation de ces deux hommes dans ce comité a traversé trois présidences —celles de Reagan, de Bush père et de Clinton—. Durant cette dernière, aucun des deux n'occupait de fonctions gouvernementales. Cette continuité fut essentielle pour un cercle tellement secret qu'il existe très peu d'archives sur ses activités. Le 11-Septembre, les plans de la COG furent officiellement mis en œuvre pour la première fois par le vice-président Cheney et le secrétaire à la Défense Rumsfeld – les deux hommes qui les avaient développés pendant deux décennies. [7]

Qu'ils aient été au courant ou pas de l'Iran-Contra, Cheney et Rumsfeld faisaient partie du comité de planification de la COG à l'époque où North utilisait ce réseau pour vendre des armes à l'Iran. Il n'existe pas de lien aussi évident entre le développement de ce programme et le Watergate. Néanmoins, l'implication d'éléments de la COG dans cette affaire est frappante. En effet, James McCord, l'un des cambrioleurs du Watergate, était membre d'une petite unité de réserve de l'US Air Force à Washington, qui était rattachée au Bureau de Préparation d'urgence (OEP pour Office of Emergency Preparedness). Cette unité était chargée « de dresser la liste des extrémistes et de mettre en place des mesures de crise (...) en période de conflit armé » [8]. Son unité faisait partie du Programme de sécurisation de l'information en temps de guerre (WISP pour Wartime Information Security Program). Elle avait la responsabilité d'activer « les plans d'urgence pour imposer la censure de la presse, des courriers et de toutes les télécommunications (y compris celles du gouvernement), [ainsi que la] détention préventive des civils représentant des 'risques sécuritaires' en les internant dans des 'camps' militaires » [9]. De plus, John Dean —qui fut probablement le personnage central du Watergate—, avait participé à des activités secrètes de la COG alors qu'il était adjoint du ministre de la Justice [10].

Dans le cas de l'assassinat du président Kennedy, je souhaiterais me concentrer sur deux individus qui ont travaillé pour le réseau de communications du Bureau de Planification d'urgence (OEP pour Office of Emergency Planning), rebaptisé « Bureau de Préparation d'urgence » en 1968 (James McCord étant rattaché à cette agence). En 1982, elle fut renommée « Bureau de Programmation nationale » (NPO pour National Program Office, où Oliver North était l'officier spécial du NSC) [11].

Le premier de ces deux individus est Winston Lawson. Le jour de l'assassinat de JFK à Dallas, il était l'éclaireur du Secret Service qui —depuis la voiture de tête du cortège présidentiel—, avait la responsabilité des canaux radio de son agence activés dans ce convoi. L'autre individu est Jack Crichton, un officier de réserve du Renseignement militaire qui, avec le sous-directeur du Département de la Police de Dallas (DPD) George Lumpkin, sélectionna l'interprète russe pour le premier interrogatoire de Marina Oswald par le DPD. Cette dernière était l'épouse de Lee Harvey Oswald, l'assassin désigné de JFK. Comme nous le verrons, ses déclarations lors de cet entretien avec la police ont été falsifiées [12].

Lawson s'est attiré les critiques des chercheurs sur le meurtre de JFK, tant pour ses actes étranges avant et pendant cet événement, que pour ses faux témoignages ultérieurs —dont

certains furent déposés sous serment—. Par exemple, après l’assassinat, Lawson rapporta que des motos de la police devaient être initialement déployées sur « les côtés droit et gauche de la voiture du président » [13]. Cependant, le matin du 22 novembre, les ordres furent modifiés [14], de sorte que les motos en question roulent « juste derrière le véhicule présidentiel » —comme Lawson l’a lui-même affirmé à la Commission Warren [15]—. Le capitaine Lawrence, un fonctionnaire de la police de Dallas, témoigna que les escortes devant être positionnées sur les côtés de la voiture de JFK furent redéployées à l’arrière de celle-ci sur ordre de Lawson [16]. Il s’avère que cette manœuvre a rendu le président plus vulnérable à de potentiels tirs croisés.

À l’aéroport Love Field de Dallas, le 22 novembre à l’aube, Winston Lawson installa, dans ce qui allait être le véhicule de tête, la base du dispositif radio, dont les fréquences furent utilisées par tous les agents du Secret Service opérant dans le cortège présidentiel. Géré par l’Agence de communications de la Maison-Blanche (WHCA pour White House Communications Agency), ce canal radio fut utilisé pour prendre des décisions clés avant et après l’assassinat de JFK. Pourtant, contrairement aux canaux 1 et 2 du DPD, ses archives ne furent jamais transmises à la Commission Warren, ou à toute autre enquête ultérieure. La WHCA n’a pas maintenu au secret cette bande parce qu’elle n’avait aucune importance ; au contraire, elle contenait de très précieuses informations.

Sur son site Internet, cette agence se vante d’avoir été « un acteur clé dans la documentation de l’assassinat du Président Kennedy » [17]. Cependant, il nous est difficile de comprendre pour qui ces archives furent compilées, et pourquoi la Commission Warren, la HSCA [18] et l’ARRB [19] n’ont pu y avoir accès – ce qui est injustifiable [20]

Comme certains auteurs l’ont écrit, l’enregistrement de la WHCA contient la « clé » du mystère irrésolu de l’inconnu qui, après les tirs visant JFK, a redirigé le cortège présidentiel vers l’hôpital Parkland. L’importance de cet ordre apparemment simple —au sujet duquel il existe beaucoup de témoignages contradictoires—, est renforcée lorsque nous lisons dans la retranscription de la radio de la police de Dallas les ordres récurrents de « couper l’ensemble du trafic [routier] pour l’ambulance allant vers Parkland code 3 » [21]. Ce véhicule des secours n’était pas lié à l’assassinat du président, qui n’avait pas encore été annoncé à la radio du DPD. En réalité, cette ambulance avait été mobilisée environ dix minutes avant les tirs visant JFK. Elle devait secourir quelqu’un devant le Dépôt de livres scolaires du Texas (TSBD), dont on croyait à tort qu’il avait été victime d’une crise d’épilepsie [22].

Lawson rapporta plus tard au Secret Service qu’il avait entendu via sa radio « que [le cortège] devait rejoindre l’hôpital le plus proche. » Il écrivit également qu’il avait « demandé à l’officier Curry de s’assurer que l’hôpital soit contacté », puis que la « voiture de tête [du cortège] aid[e] les motos à escorter le président à (...) Parkland » [23]. En d’autres termes, après avoir entendu quelque chose à la radio de la WHCA, Lawson fit en sorte que la limousine du président suivrait l’itinéraire déjà sécurisé pour l’épileptique présumé. (Dans son témoignage très précis à la Commission Warren, Lawson ne donna aucune information sur le fait que cette route avait été préalablement dégagée. Au contraire, il déclara que le cortège devait « stopper des voitures, [que ses membres] sortaient [leurs] mains des fenêtres et qu[’ils] fais[aient] hurler les sirènes et les klaxons pour se frayer un chemin ») [24].

Le canal radio de la WHCA utilisé par Lawson et ses collègues était en contact direct avec la base de cette agence à Mount Weather, en Virginie. Il s’agit de l’installation militaire du

réseau de la COG. Depuis cet endroit, les communications du Secret Service étaient relayées à la Maison-Blanche, via les « nombreux systèmes de communications connectant Mount Weather avec la Maison-Blanche et ‘Raven Rock’ —le ‘Pentagone souterrain’ situé à 100km au nord de Washington—, de même qu’avec pratiquement chaque unité de l’US Army positionnée à travers le globe » [25].

Jack Crichton, le chef de la 488e unité de réserve du Renseignement militaire de Dallas, faisait également partie de ce réseau de la COG géré depuis la base de Mount Weather. En effet, il était alors le responsable du renseignement au sein de la Protection civile de Dallas, qui était basée dans un Centre des opérations de crise souterrain (OEC pour Operating Emergency Center). Comme Russ Baker l’a rapporté, « étant donné qu’il devait permettre d’assurer la ‘continuité du gouvernement’ [COG] en cas d’attaque, [l’OEC] avait été entièrement équipé de matériel de communications » [26]. Aujourd’hui, on se souvient avec dérision de ce programme, qui avait conseillé aux écoliers de cacher leurs têtes sous leurs bureaux en cas d’offensive atomique [27]. Mais en 1963, la protection civile était l’une des responsabilités de crise attribuées au Bureau de Planification d’urgence (OEP). Et c’est la raison pour laquelle Jack Crichton et l’agent Lawson du Secret Service pouvaient être en contact direct avec le réseau de communications d’urgence de l’OEP, qui était basé à Mount Weather.

Jack Crichton est d’un grand intérêt car, avec le sous-directeur du DPD George Lumpkin, il eut comme responsabilité de choisir un interprète issu de la communauté des Russes de droite pour interroger Marina Oswald (Lumpkin était lui aussi officier de la 488e unité de réserve du Renseignement militaire). Cet homme était Ilya Mamantov, qui traduisit les propos de Marina Oswald lors de son premier interrogatoire avec le DPD le 22 novembre. Les déclarations qu’on lui a attribuées durant cet entretien furent ensuite utilisées pour soutenir ce que j’ai appelé le « récit primaire », qui affirmait que la Russie et/ou Cuba étaient derrière l’assassinat de Kennedy. Ces accusations sont encore défendues par certaines sources à la CIA.

Comme le FBI l’a résumé, le compte-rendu par Mamantov du témoignage de Marina a établi un lien entre Oswald et une arme qu’il avait acquise en URSS :

« Marina Oswald indiqua que Lee Harvey Oswald possédait un fusil qu’il avait utilisé en Russie environ deux ans plus tôt. Dans le garage [de la résidence de Ruth Paine,] elle observa ce qu’elle présumait être la même arme dans un drap (...) Marina Oswald déclara que, le 22 novembre, on lui avait montré un fusil au Département de la police de Dallas (...) Elle affirma qu’il était de couleur sombre comme celui qu’elle avait vu, mais qu’elle ne se souvenait pas de sa taille » [28].

Ces détails bien spécifiques —selon lesquels Marina aurait déclaré avoir vu un fusil sombre et sans lunette de visée—, furent confirmés dans une déclaration sous serment, signée par l’intéressée et Mamantov [29] et recueillie par l’officier du DPD B.L. Senkel [30]. Ils ont été à nouveau corroborés par Ruth Paine, qui avait assisté à l’entretien avec Mamantov [31]. Ils furent également confirmés la nuit suivante à l’issue d’un nouvel interrogatoire de Marina, mené par le Secret Service et traduit par Peter Gregory —un ami proche de Mamantov—. Néanmoins, une transcription de cet entretien révèle que la source de ces détails ne fut pas Marina Oswald, mais Gregory lui-même :

« (Q) ‘Cette arme était-elle un fusil ou un pistolet ; simplement, quel type d’arme était-ce ? Peut-elle répondre à cette question ?’

(R) 'C'était une arme.'

M. Gregory lui demanda : 'Pouvez-vous la décrire ?'

REMARQUE : [Marina Oswald :] 'Je ne peux la décrire car pour moi, un fusil ressemble à tous les autres.'

Traduction de Gregory : 'Elle a dit qu'elle ne peut la décrire. C'était une sorte de fusil sombre comme tout autre fusil ordinaire...'

[Marina,] en russe : 'Il y avait une bosse (ou un rehaussement) mais je n'ai jamais vu la lunette à travers [le drap].'

Traduction de Gregory : 'Elle dit qu'il y avait un rehaussement mais qu'il n'y avait pas de lunette —pas de lunette de visée—' » [32].

Nous ne devons pas seulement en conclure que Gregory a falsifié le témoignage de Marina (« un fusil ressemble à tous les autres »), mais que son ami Mamantov a fait de même. Devant la Commission Warren, ce dernier a ensuite affirmé à pas moins de 7 reprises que Marina avait utilisé le mot « sombre » pour décrire ce fusil.

À Dallas, d'autres témoins ont déclaré que l'arme d'Oswald était dépourvue de lunette de visée, jusqu'à ce qu'il en fasse installer une par Dial Ryder, un armurier de cette ville. Le Rapport Warren réfuta de façon élaborée cette affirmation pourtant corroborée, et ses auteurs en conclurent que « l'authenticité de la facture de réparation » utilisée pour la prouver « suscitait de sérieux doutes » [33].

De ce point précis, nous pouvons déduire ce que la Commission Warren ne voulait pas voir : les indices d'un complot visant à déformer les témoignages de Marina, et potentiellement à assimiler l'arme de Lee Harvey Oswald à un fusil sombre et sans lunette qu'il possédait en URSS. Le fait que Mamantov déforma ainsi ses propos nous conduit à nous demander pourquoi Jack Crichton et le sous-directeur du DPD George Lumpkin —deux officiers de la 488e unité de réserve du Renseignement militaire—, avaient nommé cet homme interprète de Marina. Cette préoccupation est renforcée par le fait que B.L. Senkel, l'officier du DPD qui recueillit le témoignage sous serment de Marina, était le partenaire du policier F.P. Turner. Ce dernier récupéra la facture de réparation controversée de ce fusil [34], Senkel et lui ayant passé la majeure partie du 22 novembre avec le sous-directeur Lumpkin. En effet, ils l'accompagnaient notamment dans la voiture-pilote du cortège présidentiel lorsqu'il communiquait avec Winston Lawson dans le véhicule de tête roulant derrière eux.

J'en conclus que, dans les faits et gestes de Crichton et Lawson —dont nous savons qu'ils étaient intégrés au réseau de communications de crise de la COG à Dallas—, nous pouvons déceler un ensemble de comportements suspects impliquant Lumpkin et d'autres acteurs (ou ce que nous pourrions appeler des agissements conspirateurs). Ces tentatives récurrentes d'impliquer Oswald dans un « récit primaire » accusant l'URSS d'être derrière l'assassinat de JFK me conduit à proposer une hypothèse pour laquelle je n'ai ni preuve, ni explication alternative : il se pourrait que quelqu'un, à travers le réseau de la WHCA, ait été la source de la description d'un suspect ayant exactement les mêmes mensurations erronées de Lee Harvey Oswald dans les dossiers du FBI et de la CIA le concernant (1 m 78/75 kg). Ce signalement est important, mais il reste inexpliqué.

Il doit être souligné que l'on ne connaît aucune autre source attribuant à Oswald ces mensurations bien précises après l'assassinat de JFK. Par exemple, lorsqu'il fut arrêté et inculpé à Dallas ce jour-là, la police enregistra 1 m 75 pour 59 kg sur sa fiche d'empreintes [35]. La première référence aux 1 m 78/75 kg d'Oswald provenait de sa mère Marguerite, qui le décrivit avec ces mensurations à l'agent FBI John Fain en mai 1960 —alors

que son fils résidait en Russie— [36].

Après les tirs sur JFK, l'officier du DPD ayant fourni cette description erronée via le canal radio de la police fut l'inspecteur Herbert Sawyer, qui aurait entendu ce signalement devant le TSBD - ne pouvant néanmoins identifier ou décrire le témoin à l'origine de ces allégations [37]. Les auteurs du Rapport Warren affirmèrent catégoriquement que cette source était Howard Brennan [38]. Selon eux, le soir du 22 novembre, ce dernier « identifia Oswald durant la séance d'identification comme la personne qui ressemblait le plus [au tireur] à la fenêtre. [M]ais il déclara qu'il ne pouvait l'identifier formellement » [39]. Cependant, il existe de nombreuses raisons de remettre en cause ces accusations, à commencer par des contradictions dans les propres témoignages de Brennan —comme l'a rapporté Anthony Summers dans son livre *Conspiracy*, pp.109-10—. Par ailleurs, l'expert Ian Griggs a affirmé avec des arguments solides que Brennan n'avait jamais vu Oswald derrière le miroir sans tain du DPD ce soir-là (Des archives de la police placent Oswald dans trois séances d'identification le 22 novembre, ce qui est appuyé par plusieurs témoignages ; néanmoins, nous ne pouvons trouver aucune preuve que Brennan ait participé à l'une d'entre elles) [40].

Il existe une autre raison tangible de douter que la source de cette identification fut réellement Brennan. En effet, ce dernier déclara plus tard devant la Commission Warren qu'il avait vu le suspect dans le TSBD, « se tenant debout et s'appuyant contre le rebord de la fenêtre de gauche [au cinquième étage de ce bâtiment] ». Pressé de décrire ce qu'il avait pu apercevoir de cet individu, Brennan répondit : « J'ai probablement pu observer son corps en entier, à partir de ses hanches. Mais au moment où il tirait, [je pense l'avoir vu] au-dessus de la taille » [41].

Cette maladresse dans les propos de Brennan attire l'attention sur le problème fondamental qu'induit cette description. En effet, il est difficile d'imaginer que quiconque puisse estimer la taille et le poids d'un homme qui n'était que partiellement visible à une fenêtre du cinquième étage. Par conséquent, nous avons des raisons objectives de penser que ce signalement aurait pu provenir d'une autre source que Brennan. Sachant que ces mensurations précises ne peuvent être retrouvées que dans les dossiers du FBI et de la CIA sur Oswald, il semble légitime de suspecter que cette source inconnue se serait basée sur des fichiers secrets du gouvernement.

Le 22 novembre, nous avons pu constater une interaction entre les canaux de la WHCA et du DPD, grâce à la radio portative de la WHCA que Lawson avait installé dans la voiture de tête du cortège présidentiel [42]. À travers la radio de la police, ce véhicule était en contact avec la voiture-pilote qui la devançait, et qui transportait le chef adjoint du DPD Lumpkin —un officier de la 488e unité de réserve du Renseignement militaire— [43]. Parallèlement, comme nous l'avons vu, ce dispositif radio de la WHCA était en contact avec le centre névralgique de la COG à Mount Weather, en Virginie. Et cette base disposait des systèmes de communication confidentielle pouvant transmettre des informations issues de dossiers de renseignement classifiés, sans qu'aucun autre secteur du gouvernement n'en soit alerté.

Ouvrons alors une parenthèse instructive sur le contexte de l'assassinat du président Kennedy. Dorénavant, il est clairement établi qu'en 1963, ce dernier était si inquiet de « la menace d'une trahison d'extrême droite » qu'il persuada en urgence le réalisateur hollywoodien John Frankenheimer « d'adapter en film [le roman] *Sept jours en mai* » [44]. Dans ce livre, un « officier supérieur charismatique —le général de l'US Air Force James Mattoon Scott—, a l'intention d'organiser un coup d'État. (...) D'après son plan, une unité

combattante secrète de l'US Army appelée l'ECOMCON (Emergency COMMunications CONtrol) prendra[it] le contrôle des réseaux de téléphonie, de radio et de télévision, tandis que les éléments séditieux dirige[raie]nt l'armée, les médias et leurs relais au Congrès depuis 'Mount Thunder' (une base de la COG inspirée de celle de Mount Weather) ».

Il est également de notoriété publique qu'en 1963, le président Kennedy avait suscité une grande insatisfaction à la droite de l'échiquier politique, en grande partie du fait de sa volonté de rapprochement de plus en plus flagrante avec l'Union soviétique. Le complot décrit dans ce livre et dans son adaptation cinématographique reflète les inquiétudes des libéraux à l'égard de généraux comme Edwin Walker, qui avait démissionné en 1961 après que Kennedy eut critiqué son activisme politique au sein de l'US Army. (Walker avait diffusé à ses soldats des documents de la très conservatrice John Birch Society, ainsi que les noms des candidats de droite pour lesquels voter) [45]. Nous pouvons néanmoins présumer que Kennedy ne disposait d'aucune preuve concrète d'un coup d'État fomenté à Mount Weather. Dans le cas contraire, il est peu probable qu'il se serait contenté de soutenir un long-métrage de fiction.

Soulignons alors que, bien que des éléments de la COG tels que la base de Mount Weather fussent assimilés au Pentagone, le « gouvernement de l'ombre » correspondant n'était en aucun cas sous le contrôle de l'armée. Au contraire, le président Eisenhower s'était assuré que sa direction soit diversifiée et élitiste, de sorte que ses planificateurs incluent certains des principaux chefs d'entreprises des États-Unis – comme le président de CBS Frank Stanton [46]. De ce que l'on sait sur la gouvernance de la COG dans les décennies suivant l'avènement de Reagan en 1981, ce « gouvernement de l'ombre » incluait encore des PDG de multinationales, dont Donald Rumsfeld et Dick Cheney, ainsi que 3 anciens directeurs de la CIA : Richard Helms, James Schlesinger et George Bush père [47].

En 1987, Alfonso Chardy écrivit que ce « quasi gouvernement parallèle », qui permit à Oliver North de conduire les opérations clandestines de l'Iran-Contra, avait également développé « un plan d'urgence secret [,] qui prônait la suspension de la Constitution, transférant le contrôle des États-Unis à la FEMA » [48]. La même année, North fut interrogé sur cette accusation lors des auditions parlementaires de l'Irangate ; mais Daniel Inouye, le sénateur qui présidait cette commission du Congrès, l'empêcha de répondre à cette question en session publique.

Plus tard, après avoir enquêté sur ce puissant groupe de planification de la COG, CNN le qualifia de « gouvernement occulte [basé aux États-Unis, et] sur lequel vous ne savez rien » [49]. Le journaliste et auteur James Mann souligna sa continuité militariste, qui ne fut aucunement perturbée par les alternances présidentielles à la Maison-Blanche :

« Cheney et Rumsfeld étaient, dans une certaine mesure, des éléments du dispositif de sécurité nationale permanent mais dissimulé des États-Unis, vivant dans un monde où les présidents se succèdent, mais dans lequel leur pays est en guerre perpétuelle » [50].

Allant plus loin, le reporter Andrew Cockburn cita une source du Pentagone afin de prouver qu'un groupe de planificateurs de la COG sous la présidence Clinton était alors, pour la première fois, « presque exclusivement constitué de faucons républicains ». D'après sa source haut placée, « '[o]n pourrait parler d'un gouvernement secret attendant son tour. L'administration Clinton fut extraordinairement indifférente à cela, [ils n'avaient] aucune idée de ce qui s'y déroulait' » [51].

La description, par ce haut responsable du Pentagone, des planificateurs de la COG comme d'« un gouvernement secret attendant son tour » sous la présidence Clinton —cette équipe incluant encore Cheney et Rumsfeld—, est très proche de la définition d'une « faction » ou d'une « coterie » (c'est-à-dire d'un groupe d'individus secrètement unis afin de provoquer un bouleversement ou de renverser un gouvernement). Une situation comparable a pu être observée sous la présidence de Jimmy Carter. À l'époque, certains des futurs protagonistes de l'Irangate —dont George Bush père et l'ancien officier de la CIA Theodore Shackley—, se liguèrent avec des chefs de services secrets étrangers réunis dans ce que l'on appelle le Safari Club. Leur objectif commun était de « collaborer en dehors de la supervision du Congrès et de l'Agence avec [l'ambassadeur US en Iran et ancien directeur de la CIA Richard] Helms, ainsi qu'avec ses hommes les plus loyaux » [52]. Ce réseau commença à soutenir des forces guérilleros en Afrique —dont l'UNITA de Jonas Savimbi en Angola—, sachant que ces opérations ne seraient pas soutenues par la CIA de William Colby ou de Stansfield Turner sous la présidence Carter [53].

Certaines figures clés du Safari Club —dont le chef des services extérieurs français (SDECE) Alexandre de Marenches—, collaborèrent avec le directeur de la CIA William Casey, George Bush père ou Theodore Shackley dans ce que l'on appelle la « contre-surprise républicaine » d'octobre 1980, qui visait à empêcher la réélection de Jimmy Carter. Ce plan consistait à déjouer les tentatives de la Maison-Blanche de rapatrier les otages de l'ambassade US à Téhéran avant les élections présidentielles, en négociant un accord entre les Républicains et les Iraniens qui serait favorable aux deux parties. Finalement, les otages furent libérés quelques heures seulement après la prise de fonctions du président Reagan le 20 janvier 1981 [54].

Ce coup tordu républicain fut le troisième événement profond structurel dans l'Histoire récente des États-Unis, après l'assassinat de JFK et le Watergate, mais avant l'Irangate et le 11-Septembre. Ces contacts illicites avec l'Iran ont été ouverts en 1980 par ce que l'on pourrait appeler le « groupe de la contre-surprise d'octobre », que nous venons de décrire. Pour reprendre un terme d'Alfonso Chardy, ce fut la « genèse » des ventes d'armes de l'Iran-Contra, qui ont été supervisées par les planificateurs de la COG/Mount Weather entre 1984 et 1986 [55].

Dans un entretien important avec le journaliste d'investigation Robert Parry, l'officier retraité de l'Agence Miles Copeland affirma qu'une « CIA dans la CIA » inspira ce coup tordu de 1980, puisqu'elle avait « conclu que Carter devait être exclu de la présidence pour le bien du pays » —selon ses propres termes [56]—. Copeland déclara ouvertement à Robert Parry qu'il partageait l'opinion selon laquelle Jimmy Carter « représentai[t] un grand danger pour la nation » ; et l'ancien agent du Mossad Ari Ben-Menashe déclara à Parry que Copeland lui-même était en réalité l'« instigateur » de l'accord « armes-contre-otages » de 1980, et qu'il avait « négocié la coopération des Républicains avec Israël » [57]. Enfin, Copeland et son client Adnan Khashoggi, dont il était le conseiller, contribuèrent à lancer les ventes d'armes à l'Iran de 1984-1985 - avec l'aide de Theodore Shackley.

Cependant, tout comme Fletcher Knebel —dans son livre *Sept jours en mai*—, a surestimé la prééminence militaire dans la gouvernance de la COG à Mount Weather, Copeland aurait pu se tromper sur l'exclusivité du rôle de la CIA dans le groupe de la contre-surprise d'octobre. Dans mon livre *La Route vers le nouveau désordre mondial*, j'ai suggéré que ce réseau de l'Agence était imbriqué avec le « Projet Alpha », qui travaillait alors avec David Rockefeller et la Chase Manhattan Bank sur les questions liées à l'Iran. À l'époque, ce cercle méconnu était supervisé par John J. McCloy, un personnage clé de l'establishment à Washington [58].

Je conclurais cet article en citant à nouveau James Mann, selon lequel la gouvernance de la COG à Mount Weather constituait pour les États-Unis un « dispositif de sécurité nationale permanent mais dissimulé (...), dans un monde où les présidents se succèdent, mais dans lequel leur pays est en guerre perpétuelle. » [59]. Comme nous l'avons analysé, ce leadership occulte était assuré par un réseau d'anciens cadres de la CIA et de dirigeants civils. J'encourage donc mes lecteurs à envisager la possibilité que certains éléments de ce cercle auraient pu constituer un « gouvernement secret attendant son tour », pas seulement sous les présidences de Clinton dans les années 1990 ou de Carter en 1980, mais également de Kennedy en novembre 1963.

Peter Dale Scott

Photo : Les installations de surface de la ville-bunker de Mount Weather

Article original en anglais :

Traduction

[Maxime Chaix](#)

Principal traducteur francophone de [Peter Dale Scott](#)

Peter Dale Scott : Ancien diplomate canadien et professeur émérite à l'université de Berkeley, en Californie. Auteur du livre [La Machine de guerre américaine](#) (éditions Demi-lune, 2012).

Notes

[1] Peter Dale Scott, [L'État profond américain : la finance, le pétrole et la guerre perpétuelle](#) (Éditions Demi-Lune, Plogastel-Saint-Germain, 2015), p.1.

[2] Pour une liste non exhaustive des anomalies communes entre l'assassinat de JFK et le 11-Septembre, voir Peter Dale Scott, *The War Conspiracy : JFK, 9/11, and the Deep Politics of War* (Skyhorse, New York, 2013), pp.341-96.

[3] Tim Shorrock, *Spies for Hire* (Simon & Schuster, New York, 2008), p.6.

[4] Alfonso Chardy, "[Reagan Aides and the Secret Government](#)", *Miami Herald*, 5 juillet 1987 : « Certains des principaux conseillers du président Reagan ont géré un quasi gouvernement parallèle en dehors des agences et des ministères traditionnels du Cabinet, et ce depuis les débuts de la présidence Reagan, selon les conclusions d'enquêteurs du Congrès et de l'administration. »

[5] En questionnant Oliver North, Arthur Liman, le juriste de la Commission d'enquête sur l'Iran-Contra, lui « avait fait répéter (...) que cette diversion était une idée [du directeur de la CIA William] Casey » (Arthur Liman, *Lawyer : A Life of Counsel and Controversy*, Public Affairs, New York (1998), p.341).

[6] James Bamford, *A Pretext for War : 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies* (Doubleday, New York, 2004), p.72.

[7] Peter Dale Scott, [La Route vers le nouveau désordre mondial : 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis](#) (Éditions Demi-Lune, Paris, 2010), pp, 294-6, pp.301-14.

[8] Bob Woodward et Carl Bernstein, *All the President's Men* (Simon and Schuster, New York, 1974), p.23.

[9] Bob Woodward et Carl Bernstein, *All the President's Men* (Simon and Schuster, New York, 1974), p.23.

[10] John Dean, *Worse Than Watergate : The Secret Presidency of George W. Bush* (Little Brown, New York, 2004), p.120. En outre, Howard Baker —le plus important Républicain de la Commission sénatoriale d'enquête sur le Watergate en 1973—, rejoignit plus tard le leadership secret de la COG (*CNN Special Assignment*, 17 novembre 1991).

[11] James Mann, *Rise of the Vulcans : The History of Bush's War Cabinet* (Viking, New York, 2004), p.142.

[12] *Auditions de la Commission Warren, Volume 9*, p.106 (ou 9 ACW p.106) ; Peter Dale Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*(University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1966), pp.275-6 ; Russ Baker, *Family of Secrets : The Bush Dynasty, the Powerful Forces That Put It in the White House, and What Their Influence Means for America* (Bloomsbury Press, New York, 2009), pp.119-22.

[13] 17 ACW p.605 (ou 17 ACW p.605).

[14] 3 ACW p.244.

[15] 4 ACW p.338 ; cf. 21 ACW pp.768-70.

[16] 7 ACW pp.580-1 ; cf. 18 ACW p.809, 21 ACW p.571.

[17] « White House Communications Agency », [Signal Corps Regimental History](#).

[18] HSCA pour House Select Committee on Assassinations.

[19] ARRB pour Assassinations Records Review Board.

[20] Dans les années 1990, la WHCA fournit à l'ARRB des témoignages au sujet des communications entre Dallas et Washington le 22 novembre 1963 (Dossiers de la WHCA, NARA #172-10001-10002 à NARA #172-10000-10008). L'ARRB tenta également d'obtenir de la WHCA les bandes originales non altérées des conversations depuis l'Air Force One durant le voyage retour de Dallas, également le 22 novembre 1963. (Des versions montées et condensées de ces bandes ont été accessibles depuis les années 1970 à la bibliothèque Lyndon Baines Johnson à Austin, Texas.) Cette tentative fut infructueuse : « Les nombreuses demandes écrites et orales du Comité d'études à l'Agence de communications de la Maison-Blanche n'ont pas porté leurs fruits. La WHCA ne fut pas en mesure de produire une seule archive éclairant la provenance des bandes montées. » Voir Assassinations Records Review Board : [Final Report](#), chapitre 6, partie 1, p.116.

[21] 17 ACW p.395.

[22] 17 ACW pp.394-95, p.23 ; ACW p.841 ; 17 ACW p.368, p.395 ; Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*, pp.273-4, p.278. L'épileptique présumé est parti de l'ambulance une fois arrivé à l'hôpital Parkland (Commission Warren, document n°1245, pp.6-10).

[23] 17 ACW p.632 ; cf. 21 ACW p.580. Témoignage de l'agent spécial [du Secret Service] Winston E.

Lawson, 17 ACW p.632 ; Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*, p.278.

[24] 4 ACW p.354

[25] Richard Pollock, « The Mysterious Mountain », *The Progressive*, mars 1976 ; cf. "[Mount Weather's 'Government-in-Waiting'](#)".

[26] Russ Baker, *Family of Secrets*, p.121.

[27] Dee Garrison, *Bracing for Armageddon : Why Civil Defense Never Worked* (Oxford University Press, New York, 2006), p.46.

[28] 24 ACW p.219.

[29] 24 ACW p.249.

[30] 3 ACW p.82.

[31] Commission Warren, pièce à conviction n°1778, 23 ACW pp.383-4.

[32] Commission Warren, pièce à conviction n°1778, 23 ACW pp.383-4.

[33] Rapport Warren, p.317 (ou RW p.317).

[34] 24 ACW p.328.

[35] Fiche d'empreintes de Lee Harvey Oswald, 17 ACW p.308. Le poids maximal d'Oswald fut 68 kg, lorsqu'il quitta les Marines en 1959 (19 ACW p.584, p.595).

[36] Rapport du FBI par l'agent spécial Fain, 12 mai 1960, 17 ACWp.706. Dans ce même rapport, Marguerite nomma le père d'Oswald « Edward Lee Oswald » ; son véritable nom était Robert Edward Lee Oswald (RW pp.669-70).

[37] Témoignage de l'inspecteur Herbert Sawyer, 6 ACW pp.321-2 : « Je me souviens qu'il s'agissait d'un homme blanc, et qu'il n'était ni jeune ni vieux. » Cf. Bande du canal 2 de la police de Dallas à 12 h 25 (23 ACW p.916).

[38] RW p.5.

[39] RW p.145.

[40] Ian Griggs, « [Did Howard Leslie Brennan Really Attend an Identification Lineup ?](#) ».

[41] 3 ACW p.144.

[42] Témoignage de Winston Lawson (Secret Service), 17 ACWp.630 : « J'ai demandé à l'officier Curry le lieu de stationnement de la voiture de tête [—qui se trouvait à l'aéroport Love Field de Dallas—,] et j'[y] ai installé une radio portative de la WHCA que j'ai [ensuite] testée. »

[43] « Le véhicule de tête était en contact (...) avec la voiture-pilote via la radio de la police, et avec la limousine présidentielle grâce aux radios portatives du Secret Service. » Pamela McElwain-Brown, "[The Presidential Lincoln Continental SS-100-X](#)", *Dealey Plaza Echo*, Vol.3, n°2, p.23 (radio de la police), - Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*, pp.272-5 (Lumpkin).

[44] David Talbot, *Brothers : The Hidden History of the Kennedy Years* (Free Press, New York, 2007), p.148.

[45] Jonathan M. Schoenwald, *A Time for Choosing : The Rise of Modern American Conservatism* (Oxford University Press, New York, 2001), pp.100-2.

[46] Hope Yen, « [Eisenhower Letters Reveal Doomsday Plan : Citizens Tapped to Take Over in Case of Attack](#) », AP, 21 mars 2004.

[47] Voir par exemple Mann, *Rise of the Vulcans*, pp.138-40 (Cheney et Rumsfeld) ; *CNN Special Assignment*, 17 novembre 1991 (Helms).

[48] En questionnant Oliver North, Arthur Liman, le juriste de la Commission d'enquête sur l'Iran-Contra, lui « avait fait répéter (...) que cette diversion était une idée [du directeur de la CIA William] Casey » (Arthur Liman, *Lawyer : A Life of Counsel and Controversy*[Public Affairs, New York, 1998], p.341). Cf. *The "October Surprise" Allegations and the Circumstances Surrounding the Release of the American Hostages Held in Iran : Report of the Special Counsel to Senator Terry Sanford and Senator James M. Jeffords of the Committee on Foreign Relations*, Sénat des États-Unis, Volume 4, p.33 (« groupe de la contre-surprise d'octobre »).

[49] *CNN Special Assignment*, 17 novembre 1991.

[50] Mann, *Rise of the Vulcans*, p.145.

[51] Andrew Cockburn, *Rumsfeld : His Rise, Fall, and Catastrophic Legacy* (Scribner, New York, 2007), p.88.

[52] Joseph J. Trento, *Prelude to Terror : The Rogue CIA and the Legacy of America's Private Intelligence Network* (Carroll & Graf, New York, 2005), p.61.

[53] Piero Gleijeses, *Visions of Freedom : Havana, Washington, Pretoria and the Struggle for Southern Africa, 1976-1991* (The University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2013), pp.66-8 ; Elaine Windrich, « The Laboratory of Hate : The Role of Clandestine Radio in the Angolan War », *International Journal of Cultural Studies*3(2), 2000.

[54] Alfonso Chardy, « [Reagan Aides and the Secret Government](#) », *Miami Herald*, 5 juillet 1987 : « Dirigé par Richard Allen —le conseiller en politique étrangère de l'équipe de campagne [de Reagan]—, ce groupe fut instauré car [les Républicains craignaient] que Carter puisse sortir de son chapeau une 'surprise d'octobre', telle qu'un accord de dernière minute pour que les otages soient libérés avant l'élection du 4 novembre [1980]. L'une des premières démarches de ce groupe fut d'organiser une rencontre avec un homme affirmant représenter l'Iran, qui proposait de libérer les otages [après l'élection de] Reagan. Allen —[son] principal conseiller (...) en matière de sécurité nationale—, et un autre assistant de campagne nommé Laurence Silberman, révélèrent en avril [dernier] cette rencontre au *Miami Herald*. [I]ls affirmèrent que McFarlane, qui était alors un adjoint à la Commission sénatoriale des forces armées, l'organisa et y participa. Ce dernier devint ensuite le conseiller à la Sécurité nationale de Reagan, et il joua un rôle central dans l'affaire Iran-Contra. Allen et Silberman assurèrent avoir rejeté l'offre de libérer les otages [après l'élection de] Reagan. » (L'Iranien en question était Houshang Lavi. Après sa mort, Robert Parry put confirmer que cette rencontre avait bel et bien eu lieu grâce à l'agenda du défunt.)

[55] Alfonso Chardy, « [Reagan Aides and the Secret Government](#) », *Miami Herald*, 5 juillet 1987.

[56] « [America's False History Allows the Powerful to Commit Crimes Without Consequence](#) », interview de Robert Parry par Mark Karlin, *Truth Out*, 15 janvier 2013.

[57] Robert Parry, *Trick or Treason : The October Surprise Mystery*(Sheridan Square Press, New York, 1993), p.175.

[58] Scott, *La Route vers le nouveau désordre mondial*, pp.124-7, p.132-3. Un personnage clé du « Projet Alpha » fut Archibald Roosevelt —un retraité de la CIA et ami de Copeland—, qui en 1980 était un ennemi de Carter et un employé de la Chase Manhattan Bank.

[59] Mann, *Rise of the Vulcans*, p.145.

La source originale de cet article est voltairenet.org
Copyright © [Prof Peter Dale Scott](http://voltairenet.org), voltairenet.org, 2015

Articles Par : [Prof Peter Dale Scott](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca